



Michel Crépeau

la gauche réaliste

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

7 ans, c'est trop.
14 ans, c'est insupportable.
La démocratie ne vit pas sans alternance.

1974-1981 : Sept ans pour quoi faire ?
Ce que Valéry Giscard d'Estaing a dit :

« Je protégerai l'économie des crises présentes ou futures.
J'accorderai la priorité absolue au maintien de l'activité économique et de l'emploi ».
(11 avril 1974)

« Le progrès de la lutte contre l'inflation nous donne les mains plus libres, nous pouvons désormais agir avec des moyens puissants pour stimuler l'activité économique ».
(6 septembre 1975)

Ce que Giscard a fait :

En sept ans :
Le chômage
a augmenté de 230 % : 500 chômeurs de plus par jour.

La hausse des prix
a été supérieure à 80 %.

Le pouvoir d'achat :
1 Français sur deux gagne moins de 3 300 F et 1 sur 4 moins de 2 600 F.

Le revenu agricole
a régulièrement baissé (0,8 %)...

Le nombre des faillites
a été multiplié par huit.

Le déficit budgétaire
du septennat est de 210 milliards.

Un constat s'impose :

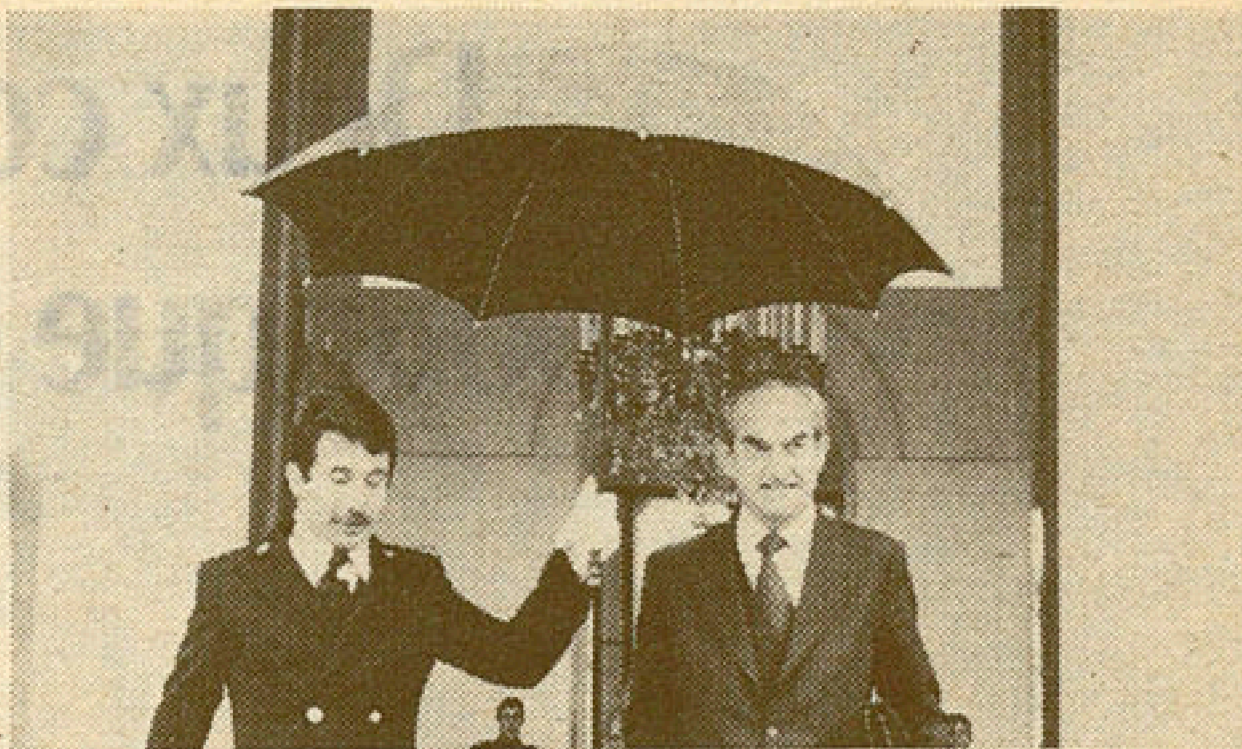
La droite a échoué avec, il faut le rappeler, la complicité du RPR : Jacques Chirac a mis Valéry Giscard d'Estaing en place, les parlementaires RPR se sont toujours ralliés, dans leurs votes, au Gouvernement.

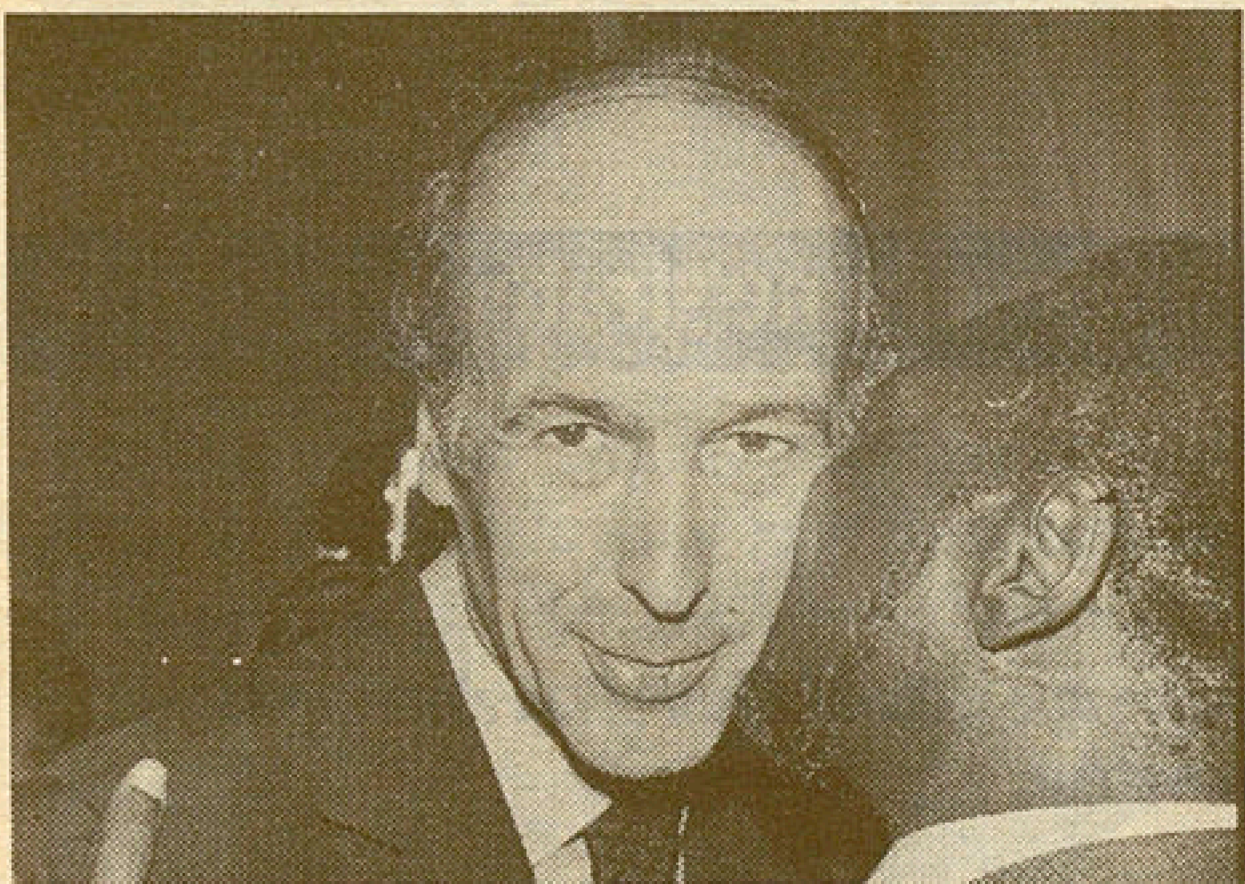
La gauche a perdu : le poids des habitudes, le poids des appareils, l'agressivité inutile de la machine communiste, le mythe de la « révolution », tout cela engendre la lassitude, la démobilisation, le refus.

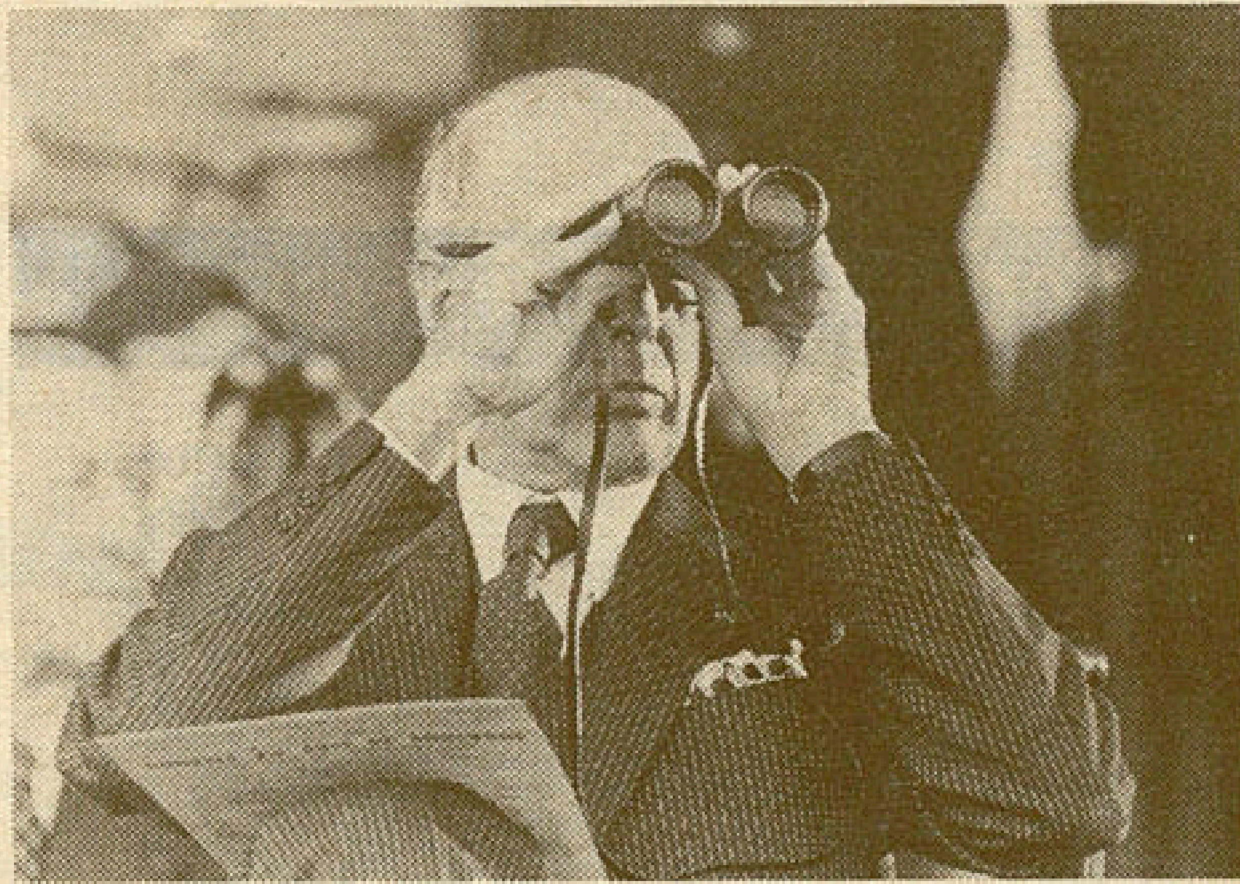
Sciences Po / Fonds CEVIPOF

La crise économique est accompagnée d'une crise morale et politique : scandales, effacement du Parlement, noyautage de la presse et de l'information, bloquage des principales réformes par la majorité UDF-RPR.

Face à l'étranger, la monarchie Giscardienne est une permanente humiliation pour la France. Il suffit de lire la presse de nos voisins pour s'en rendre compte.


Le vrai mal français


Dis-moi qui tu fréquentes.


La France au fond des yeux.

L'opinion française est manipulée.
— Par les médias.
— Par les sondages.
— Par les puissances d'argent.
— Par les appareils des grands partis.

Face à tout cela, une autre politique est possible. La France attend autre chose de l'élection.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Deux conditions pour que ça change.

Penser juste et parler vrai.

Trop souvent le langage des hommes politiques sonne faux.

Tantôt parce qu'il est usé ; tantôt parce qu'il ne correspond ni à la réalité, ni aux possibilités.

Il est temps de s'adresser aux Françaises et aux Français comme on parle à **un peuple majeur.**

Chacun le sait : nous vivons une période différente de celles qui l'ont précédée.
Notre pays, comme les autres, doit faire face à de profondes mutations, difficiles et douloureuses, mais pratiquement inéluctables.
Et souvent nécessaires.

Faire de la politique aujourd'hui, cela consiste à proposer des solutions concrètes, pratiques, réalisables.

Cela nous écarte aussi bien du conservatisme giscardien que de la révolution collectiviste.
Les chances de la France sont intactes. Mais pas pour très longtemps. A nous de les saisir !

Toute la question est de savoir comment la Gauche Française peut évoluer de manière à cesser d'être un rassemblement de contestation pour devenir une majorité de Gouvernement.

Proposer une stratégie crédible.

En un demi-siècle la Gauche Française n'a gagné que deux fois les élections nationales : avec Léon Blum et Pierre Mendès-France. Et **elle a gagné parce que le Radicalisme était alors puissant et novateur.**

Une Gauche réduite à ses seules composantes communiste et socialiste perd et perdra toujours les élections : ce fut le cas en 1973, 1974, 1978. Si rien ne change cela se produira encore en 1981.

Parfaitement conscients de l'échec de la droite et de sa division, les Français sont prêts à faire confiance à la Gauche mais à condition qu'elle puisse gouverner valablement et durablement.

C'est cela qui montre la nécessité de la renaissance d'**un puissant centre gauche,** indispensable aussi bien à la victoire électorale du second tour qu'à l'impérieuse nécessité de gouverner la France après.

Le premier tour de l'élection présidentielle est l'occasion unique de rendre à la société française son équilibre politique et à la Gauche les chances réelles de sa victoire.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF



Ne soyez pas aveugles

**Voter utile : oui,
mais en se rappelant que
l'élection présidentielle est une élection à deux tours :
au premier on choisit, au deuxième on élimine.**

Voter utile en 1981
c'est précisément ne pas voter comme en 1973, en 1974, en 1978
c'est l'occasion au premier tour
de créer les conditions du changement
en imposant l'existence d'une gauche différente
indispensable à la victoire.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF



C'est ce que propose
Michel Crépeau

Député-Maire de la Rochelle
Président du Mouvement des Radicaux de Gauche

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Agé de 50 ans, ce vendéen a fait ses études de droit et prêté le serment d'avocat à Bordeaux à 20 ans.
Après avoir servi dans la Marine, il a été rappelé en Afrique Nord en 1956, puis s'inscrit au Barreau de La Rochelle en 1958.
Passionné par la navigation et la peinture, il a longuement parcouru le monde.
Il est marié et père de deux enfants.

Le maire novateur

Elu Maire de La Rochelle en 1971, réélu au premier tour en 1978 à la tête d'une liste d'Union de la Gauche, Michel Crépeau a su rendre sa ville célèbre par ses initiatives : urbanisme, voies piétonnes, vélos banalisés, chauffage solaire, récupération des déchets. Et plus encore par ses initiatives dans le domaine culturel et un style nouveau dans l'organisation des rapports humains. Il est « le premier Maire écologiste ». Une écologie qui repose, non pas sur des paroles, mais sur des actes.

L'homme politique expérimenté

Il se définit lui même comme « un homme de terrain antitechnocrate, ennemi des structures paralysantes et des dogmes figés ». Conseiller Général élu en 1969, réélu en 1973 et 1979.

Député élu en 1973, réélu en 1978, il est membre de la commission des finances de l'Assemblée Nationale. Il a été en 1976 et 1977 rapporteur du budget de la Santé et membre de la délégation française à l'ONU.

L'homme de gauche sincère

Michel Crépeau a adhéré au Parti Radical en 1948. Il a toujours siégé à la Gauche du Parti Radical. Fidèle soutien de Pierre Mendès-France, puis de René Billères au moment de la FGDS, il crée le MRG avec Robert Fabre en 1972 puis se sépare de lui en 1978. A la tête du MRG il a su maintenir clairement et fermement son parti dans la Gauche, sans faiblesse et sans compromission.

Le représentant d'une grande tradition politique française

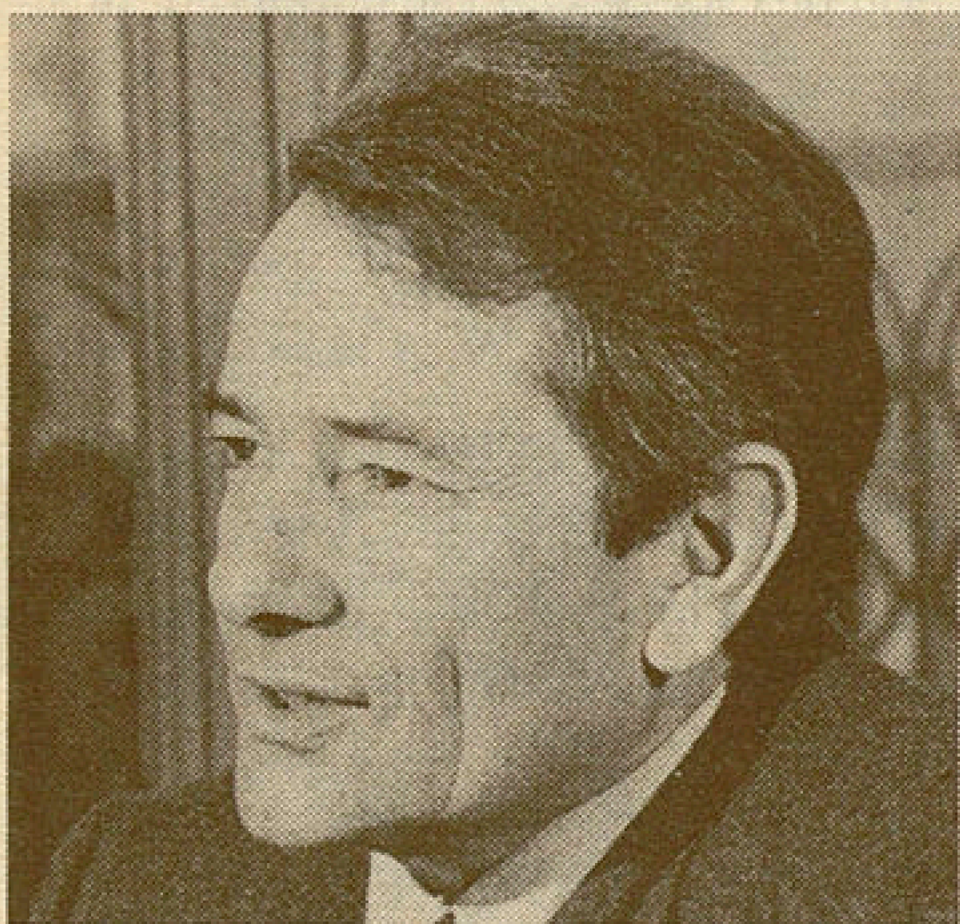
A côté de la tradition Socialiste et de la tradition Communiste il y a aussi dans la Gauche française la tradition Radicale. Celle qui de Jules Ferry à Mendes-France a si profondément marqué la République. C'est d'un radicalisme nouveau, moderne, que Michel Crépeau est le candidat. La France a besoin de ce Radicalisme là. Un radicalisme enfin rassemblé dans la Gauche, autour des principes simples d'une Gauche humaniste, généreuse, profondément réformatrice, décidée à mettre en œuvre « le socialisme du possible » et « l'écologie du réel ». Face à un monde désincarné, déshumanisé et dangereux, « il ne suffit pas de critiquer son temps.
Il faut lui donner une forme et un avenir ».

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

INTERVIEW EXCLUSIVE

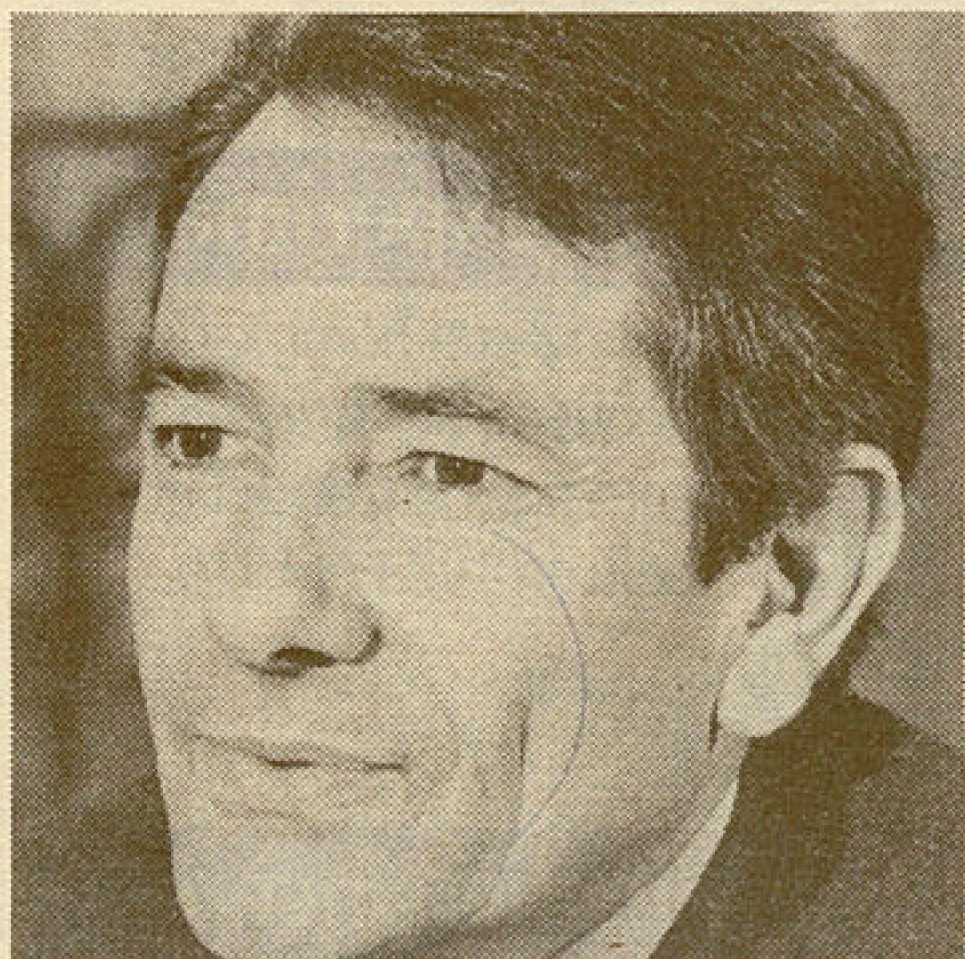
Dites-nous Michel Crépeau

Ce que dit Michel Crépeau ne plaît pas à la Droite et dérange souvent une Gauche figée dans ses habitudes et ses comportements. C'est pourtant de ce langage là que la France a besoin.



Michel Crépeau vous êtes assurément un homme de Gauche, mais ne craignez-vous pas que votre candidature gène la Gauche ?

Bien au contraire ! Il est clair que la politique ne changera pas et que la Gauche ne gagnera pas si la Gauche elle-même ne change pas.
Depuis 18 ans une Gauche réduite à ses seules composantes communiste et socialiste n'a jamais franchi la barre de 50 % sur le plan national. Il y a des millions et des millions de Françaises et de Français qui attendent autre chose : un langage plus neuf, plus sincère, plus vrai. Une Gauche différente en somme. Celle qui ne croit plus aux dogmes politiques dépassés mais qui a pleinement conscience des réformes profondes et nécessaires qui s'imposent à notre pays. Ce que je dis, c'est ce que ressentent la plupart des Français. De ce point de vue le radicalisme n'a pas changé : il est avant tout la liberté de l'esprit, le langage de la vérité. C'est ce qui manque le plus à la démocratie.

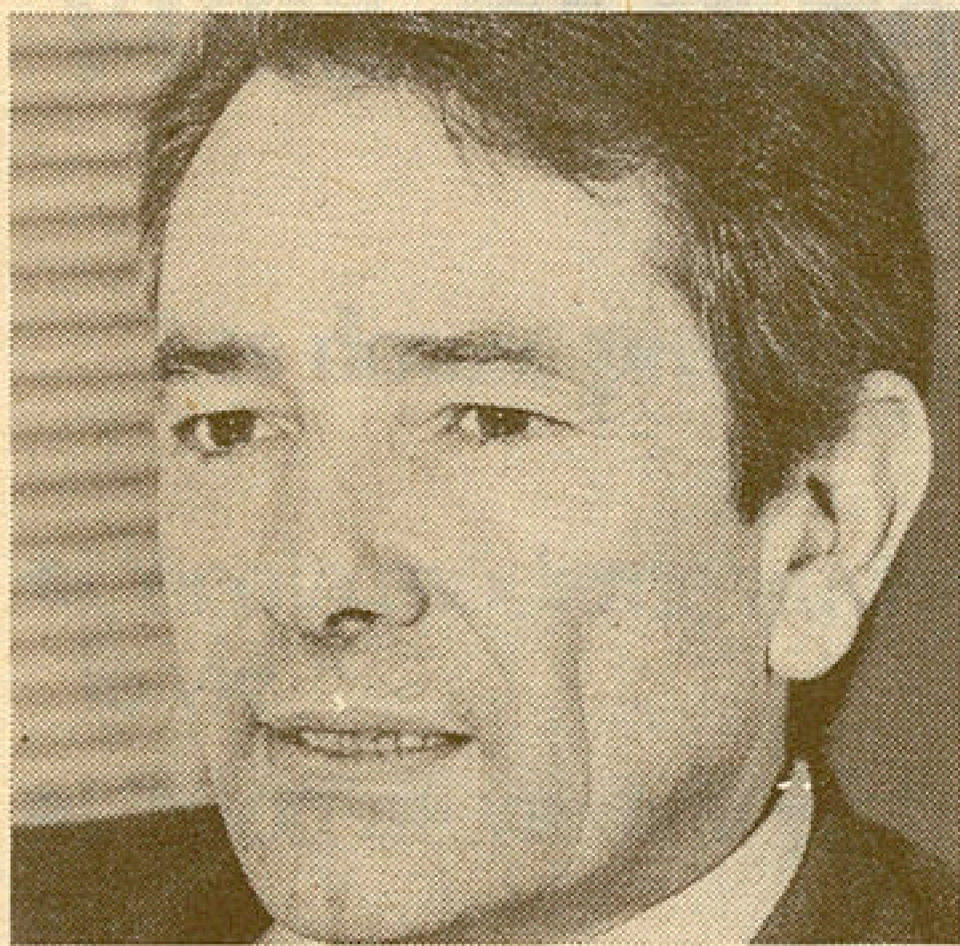


C'est vrai mais vous n'empêcherez pas certains de penser qu'il faut voter utile et que l'élection présidentielle est l'affaire des Grands Partis...

Vous sous-estimez le bon sens des Français et leur autonomie par rapport aux Grands Partis. Ils en sont au contraire fatigués... En réalité c'est la première fois que l'élection présidentielle va fonctionner comme une élection à deux tours. Alors il faut au premier tour voter pour le candidat de sa préférence et de son cœur. C'est au deuxième tour qu'on bloque les suffrages pour éliminer l'adversaire. Si les électeurs ne changent pas leurs habitudes comment voulez-vous que les appareils politiques changent les leurs. C'est pour

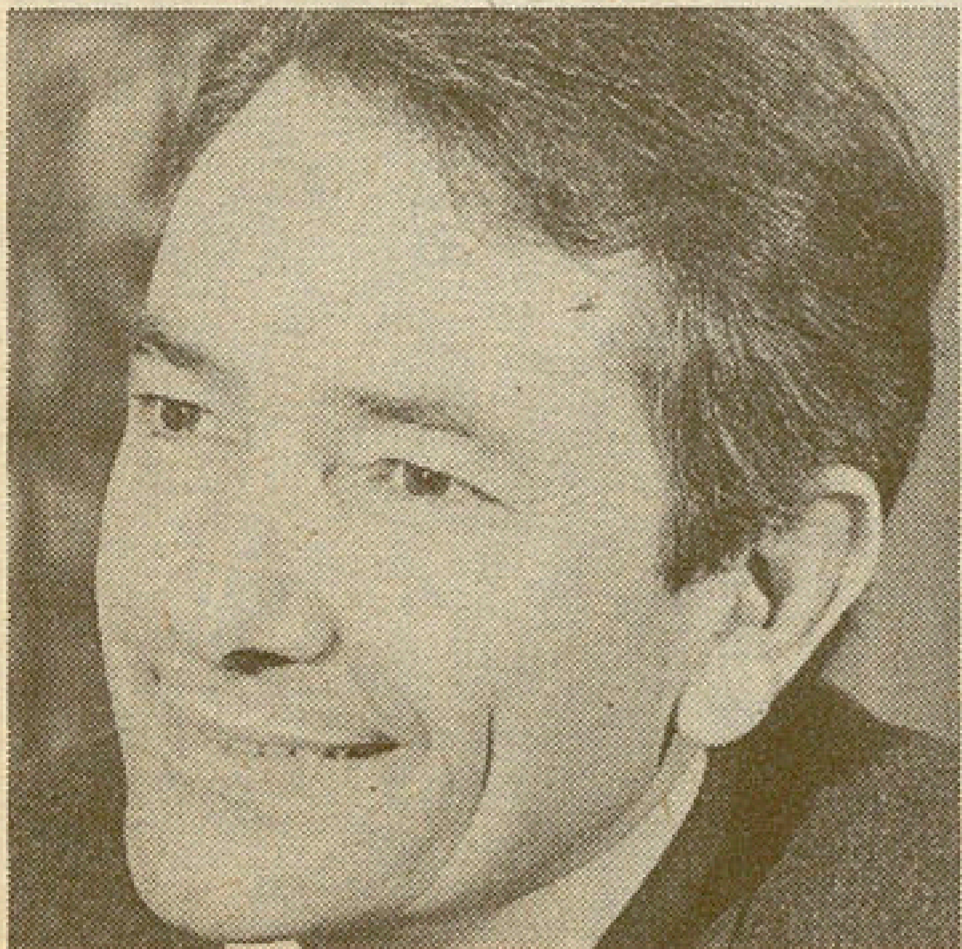
Sciences Po / Fonds CEVIPOF

cela qu'on tourne en rond et qu'on retrouve toujours les mêmes candidats pour nous répéter la même chose.



Ce n'est pas encore ce que disent les sondages ?

Ne vous inquiétez pas de cela : les sondeurs se trompent régulièrement quand il s'agit de candidats nouveaux. Moi je demande tout simplement à tous ceux qui n'ont jamais été sondés de voter en conscience au premier tour, d'écouter les candidats, de mesurer ce qu'ils disent en fonction de ce qu'ils ont fait. Et, s'ils pensent que je dis des choses intéressantes et utiles, de m'aider à faire passer ces idées et à les imposer au moment du second tour comme condition de mon désistement éventuel. Un ou deux millions de voix sur mon nom ça compterait plus pour le résultat final que 20 % pour les grands partis.



Parce que votre désistement ne sera pas automatique ?

Bien sûr qu'entre la Gauche et la Droite, je choisirai la Gauche. Mais une élection présidentielle, ça ne consiste pas à remplacer un homme par un autre, un monarque par un autre, une technocratie par une autre, ou une bureaucratie par une autre. Plus il y aura d'électrices et d'électeurs qui auront voté pour moi au premier tour et plus nous aurons de force pour imposer une politique nouvelle, une stratégie nouvelle. Il faut bien sûr penser à l'élection mais aussi à ce qui va se passer après. Vous ne croyez tout de même pas que le parti socialiste puisse gouverner seul. Actuellement il ne peut le faire qu'avec nous, mais il faut que nous soyons assez forts, c'est cela la réalité pour la décennie qui commence, le reste ne sert à rien.



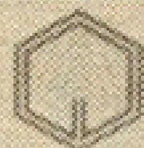
Alors le vote utile au premier tour, c'est le vote Crépeau ?

C'est tout à fait évident. Sinon tout va recommencer comme en 1973, 1974 et 1978. Quand on a perdu trois fois de suite on s'y prend autrement. C'est le bon sens qui le dicte. Si on veut du Giscard pendant sept ans de plus, il n'y a qu'à voter comme avant. Au premier tour, c'est ma candidature, et elle seule, qui ouvre des perspectives nouvelles pour la gauche.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Un programme humaniste et réaliste, pour voir « l'avenir en face »





En Librairie
et MRG - 195, boulevard St-Germain - Paris 7e.
20 F

« Ce que je vous propose c'est que nous écrivions la suite ensemble... »

Michel Crépeau

Ecrivez-nous

Prenez contact

MRG 195 Bd St-Germain
75007 PARIS
Tél. : 548.66.38

Je soussigné :
NOM ....
ADRESSE ....
....
....

- Souhaite adhérer au Comité de soutien à la candidature de Michel Crépeau.
- Souhaite recevoir « L'Avenir en Face » au prix de 20 F.
- Souhaite poser la question suivante (la poser).

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Voilà ce qui nous concerne vraiment
Voilà ce qui devrait nous rassembler :

Les douze propositions du manifeste « L'avenir en face ».

- L'école moderne ouverte sur la vie
- L'effort de vivre libre.
- Changer l'Etat.
- Démanteler la technocratie.
- Libérer l'information.
- Réveiller les Français.
- Assumer la nouvelle croissance.
- Une société plus solidaire.
- Des citoyens plus responsables.
- Réaménager l'espace Français.
- Forcer les chances de la Paix.
- Vivre notre culture.

Pour répondre aux trois défis de notre temps

- **La nouvelle croissance**
- **La démocratie.**
- **La sécurité.**

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

La nouvelle croissance



La volonté que l'on a ou que l'on n'a pas de combattre efficacement le chômage, marque toute la différence entre une politique de Gauche et une politique de Droite. La Droite admet le chômage comme une fatalité. Nous le considérons comme le pire des fléaux sur le plan individuel et comme un inadmissible gaspillage sur le plan collectif.
En admettant comme une fatalité qu'il y ait demain 2 000 000 ou 2 500 000 chômeurs la Droite sacrifie les chances de la France au profit d'un prétendu réalisme économique : celui des multinationales.

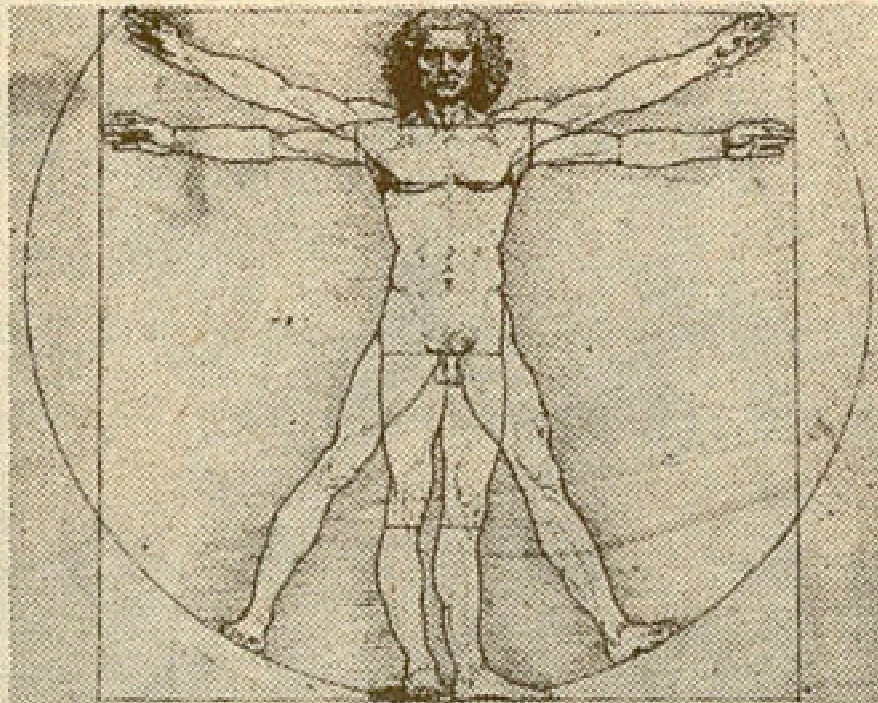
Michel Crépeau propose un plan réaliste de lutte contre le chômage fondé sur 10 mesures urgentes.

- Un plan de relance des secteurs délibérément sacrifiés par la Droite. Il est temps, grand temps, d'arrêter le massacre de nos entreprises au profit des multinationales étrangères : les Français peuvent parfaitement fabriquer les motos, les vêtements, les postes de radio, les meubles, les aliments pour le bétail etc. utilisés ou consommés en France.
Cela coûtera moins cher en dollars que les marchandises importées. Et sera moins ruineux que de payer des indemnités de chômage : 1 milliard par semaine !
- Une aide efficace à la création et au développement des entreprises petites et moyennes du tertiaire, de l'artisanat, de l'industrie, de l'agriculture par une réforme du crédit et de la fiscalité, comprenant notamment la suppression de la taxe professionnelle créée par Messieurs Giscard d'Estaing et Chirac.
- Un transfert progressif des charges sociales vers les secteurs de haute valeur ajoutée en allégeant la part des industries de main-d'œuvre. **Il est anormal que dans les conditions présentes l'impôt sur l'emploi soit le plus élevé payé par les Français.**
- L'affectation aux collectivités locales de l'impôt sur les plus-values pour relancer le secteur du bâtiment et des travaux publics et la péréquation du prix des terrains par une taxe appropriée.
- L'interdiction des cumuls d'emplois et des retraites de plus de 60 000 F par an.
- La création de 300 000 emplois : Hôpitaux, postes et services sociaux dans les secteurs d'intérêt collectif.
- Le développement systématique des économies d'énergies, des énergies nouvelles, et de la récupération.
- Une décentralisation et une régionalisation systématique des responsabilités économiques.
- Un plan d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs, pêcheurs et artisans.
- La taxation et le contingentement à l'importation des produits étrangers n'ayant supporté ni taxes ni charges sociales, lorsqu'elles sont produites dans des conditions de concurrence déloyale.

Ces 10 mesures, accompagnées d'une **réduction progressive et négociée du temps de travail,** constituent aujourd'hui le seul plan réaliste de lutte contre le chômage. Il faut s'y engager sans tarder.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

La démocratie



Il y a une technocratie et une bureaucratie de Gauche comme il y a une technocratie et une bureaucratie de Droite. Les Radicaux de Gauche affirment qu'il n'y aura pas de véritable changement sans une nouvelle répartition des pouvoirs. Ils se veulent les garants d'une société de liberté et de responsabilité, fondée sur la dignité et le respect des droits de la personne humaine.
Il n'est pas acceptable que la Société Française soit la plus inégalitaire des sociétés industrialisées : Inégalités économiques, sociales, culturelles. Inégalités des sexes. Inégalités devant la maladie ou la mort.

- Pour éviter qu'il ne soit tenté d'abuser des pouvoirs exhorbitants qui sont les siens, le Président élu pour sept ans ne doit pas être rééligible. Toutes les assemblées doivent être élues à la représentation proportionnelle.

- Le pluralisme de l'information, audiovisuelle notamment, doit être établi, avec élection des administrateurs des sociétés de programme par les auditeurs lors du paiement de la redevance.

- L'autonomie des collectivités locales doit être effectivement renforcée. Les citoyens doivent choisir par référendum le niveau de décentralisation des pouvoirs qui leur convient au niveau départemental ou régional.

- Les salariés, à commencer par les cadres, doivent participer au Conseil d'Administration des grandes entreprises, selon la proposition de loi déposée à l'Assemblée Nationale, par Michel Crépeau, que le Gouvernement refuse de faire voter.

- Il sera institué un référendum d'initiative populaire.

- L'indépendance de la magistrature doit être restaurée, les Tribunaux d'exception supprimés, et la loi Peyrefitte abrogée. La véritable sécurité des Français doit être assurée par une politique de prévention et non de répression. La peine de mort doit être abolie.

- L'enseignement doit devenir permanent et doit être ouvert et décentralisé. C'est aussi l'affaire des parents et des enfants. L'école est la base de la démocratie.

- La vie associative, la mutualité et la coopération, expressions de la solidarité sociale doivent être systématiquement développées et encouragées. Les contribuables seront autorisés à déduire dans la limite d'un plafond donné, les sommes versées aux associations sous forme d'un crédit d'impôt.

- La pleine et entière égalité des femmes sur tous les plans doit être concrétisée.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

La sécurité :



Ce n'est pas cela l'image de la France.

Nous n'acceptons pas que notre pays soit le premier marchand d'armes du monde quand, chaque année, 50 millions d'enfants meurent de faim. Nous n'acceptons pas une politique étrangère à courte vue et sans principes.

- Nous refusons que la France, pays des droits de l'homme, s'enfonce dans les compromissions de tous ordres et l'affairisme le plus sordide avec les dictatures d'Afrique ou d'Amérique du Sud.

- Nous n'acceptons pas que l'on prenne le risque d'une généralisation des armements nucléaires en vendant des centrales à n'importe qui, n'importe comment, en Irak par exemple.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

- Nous n'acceptons pas que l'on vende des armes qui se retournent contre nos alliés ou contre nous, comme cela vient de se passer au Tchad.

- Nous voulons une Europe plus solidaire, plus indépendante des grandes puissances, qu'il s'agisse de son économie, de sa défense ou de sa culture.

- Nous voulons affirmer notre solidarité avec les peuples du tiers monde : qu'il s'agisse de lutter contre la faim, contre le sous-développement, contre les dictatures de tous ordres.

- Par sa culture, par sa technologie mise au service de la paix, par les principes qui auraient dû rester les siens, la France peut jouer un rôle de premier plan. C'est là qu'est sa grandeur et c'est son intérêt.

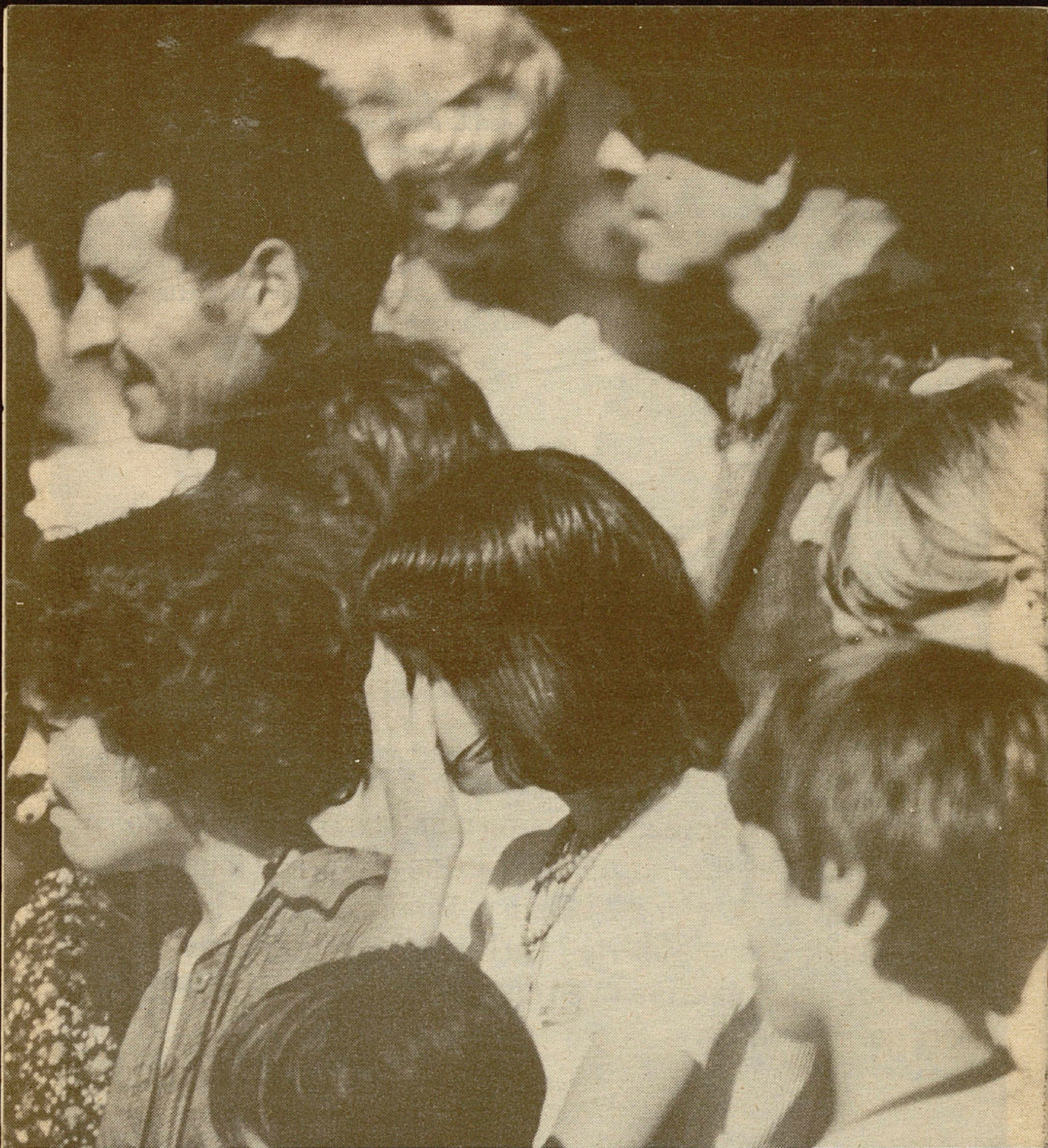
- Il appartient à la France de prendre les initiatives qui s'imposent pour une limitation et un contrôle des armements.

« Notre monde est devenu trop étroit pour que chaque homme, chaque femme ne se sente pas solidaire de l'humanité toute entière. Et comptable de devenir des hommes. Suprême dignité ? Immense responsabilité ? Infinie liberté ? Ou la plus pesante des servitudes ? C'est notre génération qui va en décider. Pour elle même. Et pour celles qui suivront. »

L'avenir en face (P.8)



Sciences Po / Fonds CEVIPOF



« Nous sommes des millions et des millions de Françaises et de Français
qui pensons les mêmes choses.
Il suffit d'oser nous rassembler pour que demain tout soit possible ».

Michel CREPEAU

IMPRIMERIE ROCHELAISE - LA ROCHELLE

Sciences Po / Fonds CEVIPOF